



Discours du Président du Parlement, David Sassoli, devant le Conseil européen

Cet après-midi, le Président du Parlement européen, David Sassoli, a ouvert le Conseil européen à Bruxelles.

C'était la première fois qu'il assistait au Conseil en tant que Président du Parlement européen.

Retrouvez ci-dessous les principaux extraits du discours. Le texte intégral est [disponible ici](#).

Avenir de l'Europe

Le Parlement est le fondement de la légitimité du système démocratique européen. Lors des dernières élections de fin mai, les citoyens ont clairement appelé à une Europe nouvelle, plus proche de leurs attentes, plus ferme dans sa défense de l'État de droit, plus attentive aux droits sociaux, plus efficiente et transparente dans son processus de décision.

La présente législature a connu des débuts très compliqués. Bien qu'elle soit légitime au regard des traités, la volonté du Conseil européen de ne pas tenir compte des Spitzenkandidaten a été pour le Parlement européen une blessure qu'il faudra refermer.

C'est pourquoi nous avons fermement demandé que soit convoquée une Conférence sur les instruments de la démocratie en Europe.

À l'heure actuelle, les auditions sont toujours en cours et le vote sur la future Commission présidée par Mme von der Leyen est attendu en novembre. Ce vote survient avec environ un mois de retard, ce qui ne peut être reproché au Parlement: il a rempli son rôle et continuera de le faire avec une grande attention, dans le plein respect des compétences que lui confèrent les traités.

Cadre financier pluriannuel (CFP)

La position du Parlement européen propose un budget ambitieux, établi à 1,3% du revenu national brut, et est fondée sur la condition que la décision sur les recettes et les dépenses fasse partie d'un «paquet unique».

Concernant les recettes, il est nécessaire de mettre en place un ensemble de nouvelles ressources propres qui correspondent mieux aux principales priorités politiques de l'Union et qui encouragent les progrès dans ces domaines. Nous œuvrerons en faveur d'un budget transparent et considérons que le moment est venu de mettre fin au système des rabais.

Pour ce qui est des dépenses, le Parlement européen considère qu'il est essentiel de favoriser les

programmes les plus performants – par exemple dans les secteurs de la jeunesse, de la recherche et de l'innovation, de l'environnement et de la transition climatique, des infrastructures, des PME, de la transition numérique et des droits sociaux – tout en conservant inchangés en valeurs réelles les engagements financiers pour les politiques traditionnelles de l'Union – en particulier la cohésion, l'agriculture et la pêche.

Nous devons en outre donner une réponse aux difficultés économiques auxquelles font face de nombreux citoyens. C'est pourquoi nous sommes convaincus qu'il est nécessaire de renforcer le **modèle social européen**: le revenu minimum européen, l'assurance chômage européenne, les mesures de lutte contre la pauvreté infantile, la garantie pour la jeunesse et le fonds d'aide aux plus démunis sont des mesures qui doivent être financées de manière suffisante.

Un bilan ambitieux est nécessaire pour faire grandir l'Europe, mais toujours dans le respect de nos valeurs. C'est pourquoi il serait utile de créer un nouveau mécanisme de protection du budget, qui pénalise ceux qui ne respectent pas les principes de l'État de droit sans affecter les paiements vers les bénéficiaires finaux.

Changement climatique

Nous invitons les États membres qui ne l'ont pas encore fait à augmenter leur contribution au Fonds vert pour le climat et à soutenir la création d'une Banque européenne du climat.

Brexit

Je me réjouis qu'un accord ait pu être atteint avec le Royaume-Uni. Le Parlement européen va examiner avec la plus grande attention, dans les prochaines heures, les termes et le contenu de l'accord, afin de vérifier sa conformité avec les intérêts de l'Union européenne et de ses citoyens.

Élargissement

Nous soutenons l'ouverture immédiate des négociations d'adhésion avec la Macédoine du Nord et l'Albanie. L'avis de la Commission européenne est favorable et les citoyens de ces pays ne comprendraient pas un quelconque report.

Turquie

Cela fait maintenant plusieurs jours que nos opinions publiques observent avec colère et angoisse les événements qui se déroulent non loin de nos frontières. La population kurde du nord-est de la Syrie, qui a combattu avec courage contre les terroristes de l'État islamique, est maintenant la cible des agressions d'un pays membre de l'OTAN.

C'est pourquoi nous condamnons fermement et sans réserve l'action militaire de la Turquie dans le nord-est de la Syrie, qui constitue une violation grave du droit international et compromet la stabilité et la sécurité de la région dans son ensemble, cause la souffrance d'une population déjà affectée par la guerre et entrave l'accès à l'aide humanitaire.

Cette action militaire doit cesser immédiatement.

Nous saluons la décision de coordonner les mesures nationales d'embargo sur les futures ventes

d'armes à la Turquie, mais nous estimons que ce premier pas n'est pas suffisant.

Nous avons le devoir d'envoyer un signal d'unité, en faisant valoir un embargo commun au niveau de l'Union non seulement pour les futures livraisons d'armes, mais également pour les commandes en cours.

La décision de l'Union de sanctionner la Turquie pour des activités inacceptables comme les forages à Chypre est louable, mais il est plus difficile de comprendre pourquoi elle n'en fait pas autant au sujet de l'agression militaire dans le nord-est de la Syrie.

Nous devons mettre sur la table toutes les possibilités de sanctions économiques à l'encontre du gouvernement turc; celles-ci ne doivent concerner que des personnes physiques et morales et non la société civile déjà éprouvée par la crise économique.

Dans la région du Moyen-Orient, l'Union européenne jouit d'une crédibilité et d'un capital diplomatique qui lui permettent d'engager un dialogue avec les principaux acteurs.

Nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour mettre fin à cet acte de guerre et lancer une initiative qui fera l'objet d'un débat au sein de l'OTAN et qui sera portée devant le Conseil de sécurité de l'ONU. L'Union européenne démontrerait ainsi qu'elle agit pour la paix en parlant d'une seule voix dans les instances multilatérales.

Dans ces conditions, le Parlement européen, comme il l'a déjà fait par le passé, demande de nouveau la suspension des négociations d'adhésion avec la Turquie.

Nous jugeons inacceptable et rejetons avec vigueur toute tentative des autorités turques de faire un lien entre l'action militaire dans le nord-est de la Syrie et le sort des réfugiés syriens sur le territoire turc.

Il est utile de répéter à nos citoyens que l'Union européenne ne finance pas les autorités turques, mais contribue directement à aider et à améliorer les conditions de vie des réfugiés grâce aux activités des agences des Nations unies et des organisations humanitaires. Les êtres humains en difficulté ne doivent jamais être utilisés comme monnaie d'échange pour justifier des violations inacceptables du droit international.

Migration

L'Union européenne a le devoir de garantir la protection des personnes qui y ont droit, y compris par la création de véritables corridors humanitaires européens qui, sur une base volontaire et avec l'aide des agences compétentes en matière d'aide humanitaire, permettront à ceux qui en ont besoin d'arriver en Europe sans devoir s'en remettre aux trafiquants d'êtres humains.